

SCAN : « Nous sommes gênés d'être gérés depuis 9 ans par une constitution qui n'a aucune forme de légitimité [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 27 septembre 2019



Aboubacar Sylla, président de l'Union des forces du changement (UFC), ministre des Transports (septembre 2019)

« Nous sommes gênés d'être gérés depuis 9 ans par une constitution qui n'a aucune forme de légitimité, qui n'est pas l'émanation du peuple de Guinée »

« Il est donc important que ces personnes se mettent d'accord sur les principes, sur les règles, sur les institutions qui les gèrent. Ce qui n'est pas le cas pour la constitution actuelle »

« il faut donc la remettre à jour. C'est ça l'exercice que nous avons proposé au premier ministre et à son équipe. Il

s'agit de changer de constitution pour prendre un nouveau départ. »

Lire la source [Ledjely](#)



Bah Oury, président de l'Union pour le Développement et la Démocratie (UDD) (septembre 2019)

« Il est de notre responsabilité de faire en sorte que ceux qui détiennent une parcelle d'autorité n'outrepassent pas leurs prérogatives jusqu'à mettre en danger la sécurité des citoyens. Malheureusement, cette mentalité est présente dans les esprits des dirigeants de toutes tendances (...). Avant le massacre du 28 septembre 2009, il y avait un autre aussi mémorable, celui de 22 janvier 2007 »

Lire la source [Guineenews](#)



Mamadou Lamine Fofana, ministre de la justice (septembre 2019)

Sur les conditions pour la tenue du procès du massacre du 28 septembre 2009, 10 ans.

« C'est la réalisation du lieu de la tenue du procès. Et je vous ai rappelé que les salles d'audience de Conakry ne permettent pas la tenue de ce procès. A plus forte raison, si

on envoyait ailleurs. Donc il va falloir mettre en place une salle d'audience digne de ce nom, qui va abriter ce procès. La deuxième condition, je vous ai dit que c'est la préparation psychotechnique du personnel judiciaire, pas des magistrats seulement, mais de l'ensemble du personnel qui seront chargés de conduire ce procès. Ils sont nombreux, il y a les magistrats, les greffiers, les huissiers, le personnel de sécurité, la communication. Il faut prendre compte de tout cela. Tout cela va être évalué, budgétisé ».

Lire la source [Mediaguinee](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo
